



Santé, inégalités et ruptures sociales à Paris

Deux quartiers dans la tourmente

Une enquête de l'Inserm pour la Ville de Paris relève dans deux quartiers de la capitale (Belleville-Amandiers et Saint-Blaise) des inégalités et des ruptures sociales qui constituent des entraves à l'accès aux soins.

AVEC QUINZE quartiers sensibles (1), rassemblant 16 % de la population parisienne, la capitale apparaît comme « une ville riche, aux inégalités sociales très frappantes », souligne Martine Durlach, adjointe de Bertrand Delanoë, chargée de la politique de la ville. Domiciliés surtout dans le nord et le nord-est et moins dans le sud, les 319 600 habitants concernés sont souvent affectés d'une « souffrance aggravée ». Par rapport aux Parisiens de l'ouest et du centre, mieux armés pour affronter la vie, ils éprouvent un sentiment d'abandon, ont des retards scolaires, des problèmes d'emploi et de santé, et sont exposés à la prostitution et au trafic de drogue. Dans ces zones « en développement », où le maire s'emploie à mettre en œuvre un « grand projet de renouvellement urbain », le taux de chômage est plus élevé que dans le reste de Paris (17,1 % contre 12 %). Les revenus annuels, de l'ordre de 20 000 euros en moyenne, y sont inférieurs de moitié. La densité de jeunes (30 000 des 150 000 âgés de 11 à 18 ans de la capitale) issus de familles en difficulté sociale est deux fois plus élevée.

Leur santé est liée, cela va sans dire, aux conditions d'existence. La précarité favorise divers troubles, et l'accès aux soins est limité par le manque d'argent. « L'inégalité est double », a commenté Martine Durlach en ouvrant le premier Forum Santé de la Ville de Paris consacré aux populations défavorisées (2). Une enquête Inserm sur la santé et le recours aux soins dans les quartiers de Belleville-Amandiers et

de Saint-Blaise est riche d'enseignements pour les politiques soucieux de réduire la fracture médico-sociale.

Des conditions de vie nuisibles à la santé. A Belleville-Amandiers (37 275 habitants) et à Saint-Blaise (13 705 habitants), 18 % des 25-34 ans pointent au chômage, dont 46 % depuis plus d'un an. Le quart des travailleurs ont un emploi précaire. Plus de 15 % des habitants vivent avec des ressources inférieures au seuil de pauvreté (10 % en France). Ce taux atteint 27 % dans les familles monoparentales. Un sur cinq se sent seul,

10 % ne peuvent compter sur aucun soutien, et 15 % au-delà de 60 ans. La discrimination fait partie du quotidien du tiers des personnes qui ont un travail et de 20 % des usagers des institutions publiques. Pourtant, rien de commun avec la « ghettoïsation » de certaines banlieues parisiennes, note le Dr Pierre Chauvin (épidémiologie, santé publique, Inserm). « Les gens jugent de manière favorable leurs rapports avec les voisins, les services médicaux et communaux, et les écoles. » En matière d'insécurité, de propreté et d'aides perçues, les opinions ne sont pas défavorables. Soixante pour cent aiment « leur » Belleville et 40 % Saint-Blaise.

Le système de santé, la protection sociale et l'Éducation nationale inspirent une pleine confiance, contrairement à la police, à la justice, à la presse, aux syndicats et aux partis politiques. Toutefois, si « avoir une bonne santé et de l'instruction » sont considérées comme « les priorités de la vie », il s'agit de vœux non exaucés pour 48,6 %, qui affirment que leurs conditions de vie (logement, travail, alimentation, finances) sont nuisibles à leur santé. C'est particulièrement vrai pour les 25-34 ans et les plus de 60 ans, lesquels souffrent d'un manque

d'argent. Inversement, 24 % constatent que les problèmes de santé sont préjudiciables à leurs conditions de vie.

Dans le domaine de la santé mentale, 29 % présentent des symptômes de dépression, soit deux fois plus que dans la population nationale. Or, seulement un tiers en a parlé à un spécialiste, en l'occurrence à un généraliste (60 %). En revanche, 13,3 % prennent des psychotropes (8,5 % en France).

Le recours aux urgences hospitalières, « au cours de l'année », a concerné 17 % des personnes consultées (10 % en France), dont 24 % de chômeurs et 30 % de bénéficiaires de minima sociaux, car « c'est plus pratique » (4 %), « moins cher » (3 %), et, pour 15 %, parce qu'elles « préfèrent voir un médecin aux urgences ». Et si 7 sur 10 ont un « médecin régulier » (9 sur 10 en France), 19 % ont renoncé à des soins lors de la dernière année pour des raisons financières, contre 15 % dans la population générale (33 % et 24 % sur une vie entière). Le tabagisme, enfin, affecte plus les Belleillois et les habitants de Saint-Blaise que l'ensemble des Français (34,7 % et 27,8 %),

comme le cannabis et l'obésité. Seul point positif : le recours à la mammographie est plus suivi dans les deux quartiers sensibles parisiens que dans la France entière. Cela démontre que quand on veut, on peut faire appliquer une politique de prévention, laisse entendre le Dr Pierre Chauvin. « La lutte contre les inégalités sociales et territoriales ne peut connaître de réelles avancées sans que des problèmes aussi importants que celui de la santé ne soient posés avec force, dit, pour sa part, Martine Durlach, tant il est vrai que conditions de vie et santé vont de pair, que le droit à la ville passe aussi par la prévention, le dépistage et la qualité des soins pour toutes et tous. »

> PHILIPPE ROY

(1) Porte Saint-Denis-Porte Saint-Martin, Buisson Saint-Louis, Grange-aux-Belles 10, Fontaine-au-Roi 11, portes du Sud 13, quartiers Les

Olympiades 13, porte de Vanves-Plaisance, Raymond-Losserand 14, porte de Clichy, porte de Saint-Ouen 17, porte de Montmartre, ple de Clignancourt 18, Goutte-d'Or 18, La Chapelle, porte d'Aubervilliers 18, Curial-Cambrui, Alphonse-Karr - Riquet 19, Saint-Blaise 20, Belleville-Amandiers 20, plus trois micro-quartiers sensibles : Les Pêchereux (15), Ternaux-Jacquard (11) et La Tour-du-Pin (20). (2) Organisé par la Délégation à la politique de la ville et à l'intégration, le Forum Santé se poursuivra le 1^{er} juillet avec un volet consacré aux ateliers de santé publique, aux réseaux de proximité et à l'exemple québécois.

L'enquête Inserm

Réalisée pour la Mission Ville de la préfecture de Paris, l'enquête Inserm (unité 444 de recherche en épidémiologie et science de l'information) a été conduite par le Dr Pierre Chauvin et la sociologue Isabelle Parizot. Elle repose sur 889 entretiens fondés sur des questionnaires comportant 300 thèmes différents. Les personnes consultées, majeures, sont toutes francophones et à 80 % françaises ; 40,5 % vivent seules (52,4 % de l'ensemble des Parisiens sont dans ce cas), 12,6 % appartiennent à une famille monoparentale (7,3 %) et 23,2 % à un couple avec enfants (16,3 %), 23,5 % sont des employés (13 %), 13,2 % des cadres et professions intellectuelles ou supérieures (18,5 %) et 12,8 % des chômeurs (6,4 %).

Paris vu par l'ORS

Selon une enquête du Dr Isabelle Grémy (épidémiologie, santé publique), directrice de l'observatoire régional de santé d'Ile-de-France, sur l'état de santé des Franciliens, les Parisiens présentent les caractéristiques suivantes :

- Espérance de vie : 77,1 ans (France : 75,1 ans).
- Mortalité infantile : 5,2 pour 100 000 (4,5).
- Mortalité par cancer : 299 pour 100 000 (357).
- Mortalité prématurée (MP) : 278 pour 100 000 (308). MP par cancer du poumon : 25,2 pour 100 000 (32,4). MP liée à l'alcool : 12,9 pour 100 000 (20).
- incidence du VIH/sida : 11,2 pour 100 000 (2,7).
- 75 ans et plus : 7,9 % (France 7,7 %) ; seuls 55 % (42 %) ; places en soins à domicile 14,2 pour 1 000 (15) ; places médicalisées 28,5 (54,1).
- Cas de tuberculose : 180 pour 100 000 (France : 25).
- Saturnisme : les trois quarts des dépistages de plombémie sont réalisés en Ile-de-France, exclusivement à Paris et en Seine-Saint-Denis.



Conditions de vie et de santé vont de pair